

AKTUELL

ARCHIVES

Restrictif

Luc Caregari

Depuis un an, le nouveau règlement intérieur des Archives nationales interdit aux chercheurs de photographier les documents consultés - une restriction qui rend le travail de recherche, déjà laborieux, encore plus difficile.

Le règlement grand-ducal sur la consultation des archives est formel : « Les documents d'une grande valeur historique ou artistique désignés par le directeur des Archives nationales ne peuvent être consultés qu'en présence d'un fonctionnaire des Archives nationales ou uniquement sous forme de copie. Toute reproduction de documents librement consultables, sous réserve des dispositions des articles 4 et 5, est soumise à l'autorisation préalable du directeur des Archives nationales qui est également chargé de veiller aux intérêts légitimes des personnes ou des institutions mentionnées dans ces documents. »

Ainsi, de fait pour chaque consultation de dossiers - et surtout ceux appartenant à la classe « J », comme judiciaire - le chercheur doit se faire surveiller par un employé qui vérifie qu'aucun appareil photographique n'est utilisé pour prendre un cliché des documents. Ce qui pourrait se comprendre si les personnes qui figurent sur lesdits documents étaient encore en vie, ou s'il s'agissait de personnalités connues. De toute façon, pour consulter les archives « J », une autorisation préalable du procureur général est indispensable. Ce qui rend le travail pratique encore plus fastidieux - et connaissant l'état des Archives et la précarité permanente des infrastructures, les recherches ne sont déjà pas très simples dès le départ. Et si chaque chercheur doit encore recopier à la main tous les documents dont il a besoin, cela n'améliore pas les choses.

Un flou entre règlement et application.

Selon le témoignage d'un chercheur qui souhaite préserver son anonymat, les restrictions seraient devenues plus efficaces, du moins en théorie. L'origine de ce nouveau règlement serait à chercher dans la publication des listes d'écouliers juifs établies pour le compte de l'occupant nazi, que l'historien Denis Scuto avait publiées avec grand fracas médiatique il y a quelques années.



©FELICK ARCHIVES NEW ZEALAND

« Apparemment, certains n'ont pas vraiment apprécié cette publication. Et pas uniquement ceux qui ont eu la surprise de découvrir qu'ils avaient été fichés comme Juifs et balancés aux Allemands par des fonctionnaires luxembourgeois zélés », raconte le chercheur.

Toujours est-il que, depuis le nouveau règlement, il est carrément impossible d'obtenir des reproductions de dossiers de la classe « J », tandis que pour les autres, il existe des moyens de s'arranger. Surtout que, selon notre source, les textes sont stricts, mais la réalité aux Archives nationales serait autre : « La plupart du temps, ce sont des auxiliaires qui doivent surveiller les chercheurs. Et certains ne s'intéressent pas vraiment à ce qu'on fait ou ce qu'on laisse », explique-t-elle. Certains continueraient à photographier des documents sans se laisser impressionner par le règlement et ne seraient pas dérangés. Ce qui n'est qu'une demi-bonne nouvelle, puisque cela pourrait changer d'un jour à l'autre et surtout parce qu'une zone floue subsiste entre le texte et son application.

Reste la question de savoir pourquoi un tel règlement a été mis en place et comment nous nous situons par rapport à nos voisins européens. Là, les situations diffèrent fondamentalement. Tandis que les Archives nationales françaises sont très permissives quant à la reproduction photographique de documents, la situation allemande est très stricte et interdit d'office l'usage d'appareils de prise de vues.

Il n'y a donc pas vraiment de modèle majoritaire à suivre dans cette thématique. Ce qui ne devrait pas empêcher le gouvernement, et le ministère de la Culture avant tout, d'élaborer une législation cohérente qui soit aussi bien applicable que raisonnable. Mais, pour y arriver, il nous faudrait une nouvelle loi sur les archives et aussi peut-être un bâtiment digne de ce nom qui puisse les contenir toutes. Difficile en ces temps de disette économique, où tout ce qui ne rapporte pas d'argent est frappé du dédain officiel.

SHORT NEWS

Développons nos relations économiques !

(da) - Le projet de loi relatif à l'adhésion du Luxembourg à la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (BAII) a été déposé à la Chambre des députés mardi 18 août par le ministre des Finances Pierre Gramegna. L'élaboration se serait déroulée sans la participation du ministère de la Coopération, si l'on en croit la fiche d'évaluation qui indique « qu'aucun autre ministère » n'aurait été impliqué. Par contre, ce projet devrait être placé dans un « contexte plus global, à savoir une stratégie de renforcement de nos liens économiques avec la Chine », selon l'exposé des motifs. Les coûts de l'adhésion s'élèveraient au moins à 2,78 millions d'euros par an jusqu'en 2019. Un financement de l'adhésion par de l'argent destiné aux aides publiques au développement (APD) semble assez probable : l'exposé des motifs déclare à ce propos que la BAII aurait « pour but de promouvoir le développement durable en Asie, avec un accent particulier sur les pays en développement ». En clair : des fonds destinés à la coopération pourraient être utilisés pour « renforcer nos liens » avec la Chine. Et ce alors que les ONG et d'autres acteurs de la coopération sont priés de se serrer la ceinture dans le cadre du fameux « Zukunftspak ».

Mit dem „Badge social“ gegen Sozialdumping

(da) - Ist das „Badge social“ ein wirksames Mittel im Kampf gegen Lohn- und Sozialdumping? Das wollte die LSAP-Abgeordnete Taina Bofferding mittels einer parlamentarischen Anfrage von Arbeitsminister Nicolas Schmit wissen. Das „Badge social“ wurde Anfang 2014 eingeführt, um sogenannte „entsandte“ Arbeitnehmer, deren Arbeitgeber ihren Sitz nicht in Luxemburg haben, besser vor Sozial- und Lohndumping und luxemburgische Firmen vor unlauterem Wettbewerb zu schützen. Ein solches Badge, auf dem alle arbeitsrechtlich relevanten Daten gespeichert sind, bekommt jeder betroffene Arbeitnehmer ausgehändigt, der in Luxemburg beispielsweise auf einer Baustelle arbeitet. Bei einer Kontrolle brauchen die Inspektoren der Inspection du travail et des mines (ITM) dann nur das Badge zu scannen, um Einblick in die Daten zu bekommen. Ja, das Instrument sei effektiv, antwortet Schmit, aber um noch zufriedenstellendere Resultate zu erzielen, müssten systematische Kontrollen durchgeführt werden - und dazu das Personal bei der ITM aufgestockt werden. Im Rahmen der geplanten Reform der ITM sei das vorgesehen. Schon jetzt sei es für die Inspektoren durch das „Badge social“ wesentlich einfacher, illegale Situationen zu erkennen. Zudem sei ein Gesetzesprojekt in Planung, das empfindliche Geldstrafen und gar die Möglichkeit der Schließung von Baustellen im Falle von Zuwiderhandlungen gegen das Arbeitsrecht vorsähe.

Patrimoine religieux bien protégé

(lc) - L'Église catholique a beau souffrir un peu du « New Deal » signé avec la coalition bleu-rouge-vert, il n'empêche qu'au moins dans le dossier des infrastructures religieuses les choses semblent aller dans un bon sens - pour elle du moins. Ainsi, à une question parlementaire posée par le député conservateur Marco Schanck sur le traitement des édifices à caractère religieux par le Service des sites et monuments (SSMN), la ministre de la Culture Maggy Nagel a confirmé qu'en ce moment il n'y avait pas un, mais deux inventaires - l'un juridique, l'autre scientifique - en cours concernant les édifices religieux. Alors que la protection juridique des immeubles retenus par le SSMN devrait se faire avec l'arrivée des nouveaux PAG, le volet scientifique est étalé sur une durée de trois ans. D'autant plus que le budget prévu pour la restauration et la conservation du patrimoine religieux est de 9 millions d'euros jusqu'en 2020. De quoi contrebalancer du moins en partie les pertes probables quand les fabriques d'église seront finalement abolies. Et aussi de quoi se demander pourquoi le SSMN est tellement zélé quand il s'agit de patrimoine religieux, alors que d'autres monuments historiques, industriels surtout, deviennent souvent la victime des pelleteuses.